

J E A N N E F A V R E T

*Le traditionalisme par excès  
de modernité*

EN principe, il n'y a pas de frontières entre la science politique, la sociologie et l'anthropologie; en réalité, les recherches sur le terrain utilisant simultanément les trois disciplines sont rares. En principe, les groupes sociaux n'ont pas d'existence substantielle; en réalité, les chercheurs finissent toujours par oublier qu'ils n'ont d'existence que relationnelle. L'étude de la politique locale dans l'Algérie rurale est un excellent exercice pour désapprendre ces manies universitaires : les conserver condamnerait à manquer l'essentiel.

I

Cette communication porte sur l'explication de deux faits empiriques — deux insurrections rurales postérieures à l'indépendance algérienne — qui, à première vue, relèvent du domaine de l'anthropologie :

a) Que des bandits d'honneur courent la campagne dans la dernière région d'Algérie — les Aurès — où cent trente ans de colonisation n'auraient pu éteindre la tradition antiétatique, n'étonne pas; qu'un sous-préfet, lassé de n'avoir aucune prise sur la société locale, contracte mariage dans une puissante famille maraboutique; que, requis pour régler un conflit mineur, il confie son revolver à la victime et l'engage à défendre son honneur tribal; qu'il réunisse des co-jureurs représentant les lignées des deux parties pour identifier les responsabilités; que des responsables du Parti s'appêtent à rejoindre les bandits d'honneur dans la montagne : tout cela fait penser que l'état d'insurrection — *siba* — contre le pouvoir central est virtuellement déclaré. Mais comment interpréter cette résurgence de formes politiques depuis longtemps disparues, quand on sait que l'objet de l'insurrection est la

protestation contre la sous-administration de la région; et que signifie ici la réactivation d'une organisation politique segmentaire dont la fin traditionnelle (1) était au contraire d'éviter d'être contrôlés par un pouvoir centralisé?

b) Quelques mois après l'indépendance, les chefs militaires kabyles se retirent dans leurs montagnes; ils reconstituent les maquis, et organisent la population de manière à rendre impossible l'occupation de la région par l'armée nationale populaire, à moins de déclencher une guerre civile; un député, « chef historique de la Révolution », les y rejoint, suivi quelques semaines plus tard de son beau-frère, secrétaire général du Bureau politique — la fonction que celui-ci vient de quitter étant en principe plus importante que celle du chef du gouvernement.

Journalistes et analystes de la réalité politique algérienne rédigent alors de savants développements sur le particularisme kabyle, sur l'impossibilité de faire coexister dans le même État despotes arabes et démocrates berbères. S'ils avaient lu l'essai de Clifford Geertz (2), ils auraient signalé de surcroît que l'accession à l'indépendance provoque souvent la renaissance des divisions politiques traditionnelles : les nouveaux citoyens sont provisoirement incapables de concevoir leur appartenance à un État abstrait, sans traditions historiques, autrement que par le truchement de leur participation à des groupes plus immédiats (ethniques, religieux, linguistiques, etc.). Si bien que l'exaltation des sentiments primordiaux est une conséquence — inattendue, mais pas nécessairement dysfonctionnelle pour l'unité de l'État — de l'accession à l'indépendance.

Dès lors, comment expliquer que cette insurrection kabyle n'ait pas une idéologie primordialiste ou nativiste? que le « chef historique » n'utilise pas son appartenance à une lignée maraboutique prestigieuse et préfère citer Goethe plutôt que les lois — *qanun-s* — kabyles? que ni la langue, ni la culture, ni les modes d'organisation traditionnels ne soient exaltés à cette occasion? et qu'en revanche, les slogans, mots d'ordre, actes d'accusation du gouvernement « central » soient ceux d'un quelconque groupe de pression centriste appuyé sur une organisation militaire moderne? Les insurgés ne souhaitent pas en effet, comme les dissidents classiques qu'ils ont été pendant des siècles, empêcher la constitution d'un État, mais le conquérir; tout au moins, participer largement à l'élaboration de la politique économique.

(1) Par « traditionnel », j'entends simplement antécolonial.

(2) Clifford GEERTZ, "The Integrative Revolution, Primordial Sentiments and

Civil Politics in the New States" in C. GEERTZ (ed.), *Old Societies and New States* (Glencoe, The Free Press, 1963).

Sous la commune apparence d'une insurrection berbère, pour employer le langage des ethnographes français du dix-neuvième siècle, on aperçoit donc des réalités très différentes : dans le premier cas, la réaction de paysans délaissés par un État trop lointain; dans le second, le chantage à la rupture de l'unité nationale par une fraction de l'élite politique; et, dans aucun des deux, il n'est réellement question de revendication nativiste.

Cette remarque ne met pas en question la validité de l'analyse de Geertz, qui rend parfaitement compte des cas par lui envisagés : en Indonésie, Birmanie, Malaisie, et même au Maroc, il ne fait pas de doute que les groupes primordiaux sont aujourd'hui vivants et fonctionnels. Elle veut plutôt suggérer l'hypothèse qu'en Algérie, où la discontinuité sociale est plus forte que dans tout autre pays récemment décolonisé, les groupes primordiaux n'ont pas une existence substantielle, inconsciente de son archaïsme, mais une existence réactionnelle. L'anthropologue tenté par la collecte des phénomènes politiques traditionnels s'expose donc à un magistral contresens en les interprétant naïvement car leur contexte est aujourd'hui inversé : le choix pour les héritiers des tribus segmentaires du dix-neuvième siècle ne porte plus sur les fins — participer au pouvoir central ou institutionnaliser la dissidence — car seule la première branche de l'alternative est désormais possible; le choix — ou le destin — des paysans du secteur agricole sous-développé est dans les moyens d'atteindre cette fin; parmi lesquels, paradoxalement, la dissidence.

La critique interne de ces institutions politiques traditionnelles confirme d'ailleurs leur caractère de formation secondaire ou réactionnelle : il est difficile de trouver un hameau d'où tout élément antécolonial soit absent; mais il est tout aussi exceptionnel de voir ces éléments s'organiser en institutions de façon durable. Car le plus déconcertant pour un anthropologue est sans doute leur caractère volatil : nés d'une absence de l'État, ils s'évanouissent lorsque celui-ci s'affirme. De toutes manières, ils n'ont jamais qu'une existence officieuse, informelle, qui limite leur développement; et leur caractère marginal est attesté par les paysans, qui les considèrent explicitement comme un pis-aller.

Dès lors, l'explication de ce pseudo-traditionalisme ne saurait être cherchée au niveau du groupe local (lignée, hameau, tribu), mais plutôt dans la relation entre l'État, les paysans du secteur agricole sous-développé, et les autres catégories sociales. Car enfin, le phénomène significatif pour l'anthropologue n'est pas que la culture traditionnelle se soit dégradée, mais que cent trente ans d'État centralisé n'aient pas fait disparaître tout mode d'organisation segmentaire :

une conquête difficile et les besoins de la colonisation avaient en effet convaincu l'autorité française de la nécessité de détruire l'organisation tribale et de la remplacer par un réseau administratif rigoureux, et on peut considérer qu'en 1880 déjà, le tribalisme était moribond.

Cette situation est dans une certaine mesure exceptionnelle, aucune société traditionnelle n'ayant été à ce point bouleversée par la colonisation; d'autres, pourtant, le seront par sa variante, éthiquement neutre, qu'est la modernisation. Et ceci nous conduit à nous interroger sur la pérennité de la méthode de l'anthropologie : qu'en reste-t-il, lorsque la société étudiée n'a plus sa causalité en elle-même? Lorsque les facteurs du changement social prennent ailleurs leur origine? Lorsque ce qui était une société (les *Beni X*) devient une catégorie sociale (les paysans parcellaires)?

Les anthropologues évitent trop souvent les problèmes posés par la modernisation en faisant comme s'il y avait deux sociétés — l'une moderne et l'autre traditionnelle — exactement comme il y a deux disciplines dans le département des sciences sociales de leur université, l'anthropologie et la sociologie; et pour faciliter l'analyse, ces deux sociétés sont considérées comme ségréguées en société rurale et société urbaine, chacune étant qualifiée en fonction de l'*ethos* propre à la discipline de l'enquêteur; pour les anthropologues, les paysans sont sains et les citadins anormaux; ceux-là sont au contraire arriérés et s'opposent toujours aux entreprises civilisatrices de la ville, aux yeux des sociologues. Or il est bien évident qu'il n'y a pas deux sociétés, mais une seule, bien qu'il y ait peut-être deux disciplines distinctes dans les départements de sciences sociales.

Une autre manière — universitairement moins élégante, donc plus refoulée — d'éviter ce problème consiste à concevoir les relations entre paysans et citadins selon un modèle généalogique : les premiers sont le passé encore vivant des seconds; et dans l'administrateur local, l'infirmier ou l'instituteur, le paysan contemple son propre avenir. Pourtant, cette distinction suscite une question que même un fonctionnaliste peu doué apprend à poser à la problématique évolutionniste: pourquoi passé et présent, paysans traditionnels et citadins modernisés coexistent-ils dans le même temps? et quelle relation actuelle entretiennent-ils les uns avec les autres? De toute évidence, une relation de domination et de subordination : les paysans ne constituent pas une entité métaphysique séparée du seul fait que des anthropologues en quête d'altérité les ont choisis comme objet d'étude; ils sont avant tout une catégorie sociale techniquement, économiquement et politiquement subordonnée aux élites urbaines. Aussi ne peut-on se contenter

## LE TRADITIONALISME PAR EXCÈS DE MODERNITÉ

d'attribuer le changement social à celles-ci, et la stabilité à ceux-là; passer du statut de société relativement indépendante à celui de catégorie sociale dépendante entraîne des conséquences considérables pour les paysans, y compris dans ce qui paraît avoir le mieux résisté au changement.

Quel est donc le statut de la culture politique traditionnelle dans l'Algérie contemporaine? ou encore, quel est le statut des paysans parcellaires dans la société politique, et comment interpréter ces deux dissidences, kabyle et aurésienne? enfin, quelle est la nature des groupes primordiaux en Algérie? ne constituent-ils pas une réaction moderniste, dont les cas envisagés ici représenteraient les extrêmes? La réponse à ces questions pourra sembler laborieuse; on verra cependant qu'elle soumet quelques faits nouveaux à la réflexion, et qu'elle permet de poser à l'anthropologie des questions sur sa méthode avec une clarté d'autant plus grande qu'il s'agit ici d'un cas extrême.

## II

Le premier type d'insurrection (Aurès) peut s'expliquer par référence à la situation des paysans parcellaires : ceux-ci se considèrent comme socialement (*i.e.* économiquement, politiquement, culturellement) marginaux, bien qu'ils soient statistiquement majoritaires (3); et seules les catégories sociales qui bénéficient des professions, des modes de vie et des valeurs de la société industrielle leur paraissent centrales. Ils diffèrent en cela des paysans des autres pays sous-développés qui ne sont jamais orientés exclusivement vers les valeurs de la société industrielle. Le système de référence de la culture traditionnelle ne semble pouvoir se maintenir, en effet, que si l'une de ces deux conditions est réalisée : a) la profession d'agriculteur n'est pas trop dévalorisée économiquement; c'est le cas, par exemple, des paysans turcs décrits par P. Stirling (4); b) le développement urbain est si limité qu'il y a une distance infranchissable entre la ville et la campagne : la modernisation est hors de la portée des bourses, mais aussi de la conscience des villageois; c'est le cas, entre autres, des habitants des marais irakiens décrits par S. Salim (5), ou des paysans indiens.

(3) En 1954, année du précédent recensement, ils constituaient 62,5 % de la population active.

(4) Paul STIRLING, *Turkish Village* (Lon-

dres, Weidenfeld and Nicolson, 1965).

(5) S. M. SALIM, *Marsh Dwellers of the Euphrates Delta* (London, The Athlone Press, 1962).

Aucune de ces deux conditions n'est réalisée en Algérie : a) la part de l'agriculture dans le revenu des paysans est très réduite; b) l'émigration massive des travailleurs permet seule et permet seulement la conservation des modes de vie ruraux; elle a un puissant effet de démonstration de la supériorité des modes de vie urbains, sans permettre pour autant aux paysans de quitter le village.

La stratification comparée de deux hameaux permet de saisir ces deux phénomènes sur le vif : le hameau X est situé dans les montagnes de l'Ouarsenis; tous les hommes travaillent sur place; ils tirent leurs ressources en nature de la céréaliculture, du jardinage et de l'élevage — et leurs ressources monétaires des emplois procurés par la mine de zinc voisine, qui occupe un quart des hommes du hameau pour un salaire individuel de 220 D.A. par mois; en ce sens, ce hameau est privilégié par rapport à ses voisins dont les revenus sont exclusivement agricoles et que, pour cette raison même, l'émigration commence à toucher. Le hameau Y se trouve au sud du haut-plateau sétifien; ses habitants vivent presque exclusivement de l'élevage, ayant été dépossédés de leurs terres par la colonisation; depuis l'indépendance, plus du quart des hommes travaille en France, par roulement (6).

Ce tableau met en évidence le rôle limité de l'agriculture dans le revenu des paysans : le tiers de la population est misérable parce qu'il dispose seulement de ressources agricoles. Dans le hameau X, un « riche » propriétaire terrien dispose de 3,5 ha, qui emploient un homme presque toute l'année pour un revenu net au prix du marché de 525 D.A. Naturellement, ce paysan peut se dire riche parce que sa production nette (10 quintaux de blé) n'est pas vendue, mais auto-consommée : elle fournit la consommation annuelle de six personnes. Conçues dans les termes d'une économie de marché, les équivalences seraient les suivantes :

525 D.A. = le revenu de 3,5 ha = 300 journées de travail agricole;  
 = la vente d'une vache ou de neuf agneaux = 100 journées  
 de travail pour un adolescent;  
 = le salaire de 75 jours de travail à la mine;  
 = l'épargne sur 40 jours de travail en France.

La culture des céréales est donc l'activité la moins rémunératrice parmi celles qui sont à la portée d'un paysan.

Une « bonne » exploitation comprend : deux hectares de céréales, un demi-hectare de jardin, un ou deux bovins, cinq à six moutons ou

(6) Les enquêtes dans ces deux hameaux Lizot et Simone Lempereur. ont été réalisées respectivement par Jacques

Tranches de revenu annuel par tête d'habitant en 1964. [SOURCE : enquête directe]	HAMEAU X			HAMEAU Y		
	Population % cumulée	Population cumulée %	Ressources cumulées et leur origine %	Population %	Population cumulée %	Ressources cumulées et leur origine %
I. Moins de 500 D.A. (7)	37,6	37,6	aide sociale + agriculture et élevage 9,5	31,8	31,8	aide sociale + élevage 7,0
II. De 500 D.A. à moins de 1 000 D.A.	42,1	79,7	42,9 agriculture, élevage, + salaire mine.	26,3	58,1	25,8 id. + ressources monétaires irrégulières
III. De 1 000 D.A. à moins de 1 500 D.A.	11,3	91,0	57,9 id. + ancienneté d'une rémunération régulière	7,8	65,9	36,4 id.
IV. 1 500 D.A. et plus	9,0	100,0 (8)	100,0 id. + salaires adminis- tratifs + commerces	34,1	100,0 (9)	100,0 id. + émigration

(7) Un dinar algérien vaut un nouveau franc.

(8) 9 % de la population bénéficie de 42 % des ressources; cette catégorie privilégiée est essentiellement constituée par une lignée marabouque à qui la collaboration avec l'administration française et la perpétuation du mariage entre cousins parallèles (inconnu dans les lignées laïques de la région) a permis de conserver et d'accroître son patrimoine foncier, d'ouvrir la plupart des commerces et de monopoliser les emplois administratifs, même après l'indépendance : le maire a un revenu annuel 280 fois plus élevé que son administré le plus démuné.

(9) 34 % de la population bénéficie de 64 % des ressources. Les émigrés les plus entreprenants appartiennent à la lignée du *quaid*, l'aïeul qui introduisit l'armée française dans la région, à qui furent distribués des lots de colonisation — les seuls terrains de culture du hameau — dont les descendants furent les seuls Algériens admis à l'école communale : ils occupent aujourd'hui la majorité des emplois administratifs. En résumé, la « richesse » dans les deux hameaux, est produite par l'accumulation de ressources limitées, dont les plus importantes ont une origine politique.

chèvres. Elle occupe deux ménages : les hommes pour la culture des céréales et les gros travaux; les femmes pour le jardin, le bois, et la nourriture des bêtes pendant l'hiver; les enfants pour garder le troupeau. En année moyenne, la production agricole fournit les deux tiers de l'alimentation; la vente du croît du troupeau assure le reste de la consommation. Le produit de l'exploitation ne permet pas de constituer des réserves en prévision d'une mauvaise récolte; son revenu net (900 D.A. pour deux ménages) exclut la possibilité d'une épargne monétaire, ou d'un accroissement du cheptel; il correspond à l'épargne sur deux mois de salaire pour un émigré entreprenant; faut-il ajouter que dans le hameau X, 12 % des exploitations seulement se trouvent dans cette situation privilégiée ?

Aussi ne faut-il pas s'étonner de voir 75 % des Algériens interrogés lors du recensement actuellement en cours de dépouillement, se déclarer chômeurs : le travail de la terre est désormais considéré non comme une profession, mais comme une désoccupation (10).

Notre évaluation (11) de la répartition actuelle de la population active masculine dans les campagnes donne pourtant des indications moins pessimistes :

<b>SECTEUR PUBLIC</b> .....	10,2 %
dont emplois agricoles permanents.....	6,3
fonction publique.....	1,4
armée.....	2,5
<b>SECTEUR PRIVÉ</b> .....	30,3
Non agricole.....	6,1
dont non-salariés.....	2,4
salariés.....	3,7
Agricole — emploi réel.....	24,2
Émigration en Europe.....	24,3
Chômage.....	35,2
<b>TOTAL</b> .....	100,0

Si l'émigration n'était limitée par les accords franco-algériens, elle pourrait donc attirer encore plus du tiers de la population rurale masculine sans porter préjudice à l'agriculture, et sans transformer notablement l'équilibre entre la ville et la campagne. L'épargne des

(10) Ce phénomène a déjà été noté par Pierre BOURDIEU et Abdelmalek SAYAD, *Le déracinement, la crise de l'agriculture traditionnelle en Algérie* (Paris, Minuit, 1964).

(11) Elle est fondée sur la confrontation entre : les prévisions établies à partir du

recensement de 1954, le dénombrement de population de 1960, les premiers résultats du recensement de 1966, et les évaluations de Samir AMIN, *L'économie du Maghreb* (Paris, Minuit, 1966), 2 vols.

émigrés est en effet investie dans des exploitations agricoles — pourtant peu rentables, on l'a vu — et non dans des entreprises urbaines, pour des raisons économiques : elle suffit à constituer un troupeau, bâtir une maison, etc. parce que la consommation familiale est déjà assurée sur place grâce au travail des autres membres de la famille; si ingrate et peu rémunératrice que soit l'activité agricole, elle procure au moins la sécurité alimentaire immédiate.

L'émigration est donc le fait des régions rurales fortement intégrées socialement. On a dit souvent que la guerre de libération avait achevé dans ce domaine l'œuvre destructrice d'une longue période coloniale. Or l'enquête directe et l'examen des états civils montrent que les structures familiales n'ont guère évolué depuis un siècle; les mêmes systèmes d'alliance se perpétuent, et la lignée reste le cadre de référence de l'individu. Sans doute a-t-elle perdu sa signification politique, jadis essentielle, dans la mesure même où la paysannerie a perdu son indépendance et, plus largement, son statut politique. Mais sa fonction économique s'est plutôt renforcée avec la venue d'une insécurité matérielle à laquelle ne peut parer la prévoyance traditionnelle; l'insécurité décroît avec le nombre d'hommes associés économiquement : la présence d'un seul homme dans un foyer annonce la misère ou la pauvreté; trois hommes constituent une espérance de sécurité, c'est-à-dire de « richesse ». Aussi bien, contrairement à l'opinion courante qui voit dans l'émigration un important facteur de changement social pour la paysannerie algérienne, peut-on affirmer que sa conséquence principale est la conservation des modes de vie ruraux; bien que ceux-ci constituent généralement un non-sens économique, on peut prévoir qu'ils se perpétueront longtemps encore, jusqu'à ce que l'industrialisation du pays puisse absorber la main-d'œuvre rurale excédentaire. L'expérience du travail salarié en Europe a néanmoins des conséquences idéologiques, dont il n'est pas aisé d'apprécier la portée, en faisant accéder les paysans parcellaires à la conscience désenchantée de leur propre situation.

Cette frustration économique et culturelle s'est aggravée avec l'accession à l'indépendance. Le poids de la guerre de libération avait porté avant tout sur la paysannerie : cheptel décimé, maison et réserves alimentaires détruites, perte d'hommes valides, etc. Pour assurer son relèvement économique, elle n'a bénéficié cependant que d'une aide très limitée de l'État : les emplois nouveaux touchent une proportion dérisoire de la population active dans les campagnes (3 %); les pensions aux familles de combattants disparus, l'aide alimentaire américaine — ou ce qui en parvient aux hameaux — suffisent à peine à écarter la menace de la famine pour les catégories les plus démunies.

C'est en réalité l'émigration des travailleurs ruraux en Europe (elle a presque quadruplé en douze ans) qui a procuré les ressources monétaires permettant de reconstituer les exploitations agricoles.

Aussi la comparaison de leur sort avec celui des citadins, et singulièrement avec celui de leurs anciens responsables politico-militaires « descendus » s'installer en ville après la libération, est-elle un inépuisable sujet d'étonnement pour les paysans, sinon pour l'économiste; alors que l'accession à l'indépendance leur a apporté 3 % d'emplois nouveaux, c'est le quart environ des citadins qui bénéficient des emplois créés ou laissés vacants par le départ des Européens; la plupart d'entre eux étant occupés par des hommes, c'est la moitié environ de la population masculine des villes qui a trouvé ainsi des emplois, le plus souvent dans le secteur public :

*Pourcentage de la population active urbaine masculine*

Fonction publique.....	12,0
Armée .....	8,6
Emplois industriels et commerciaux, dont secteur autogéré.....	26,0
TOTAL.....	46,6

Alors que la population urbaine a connu une brusque promotion, la population rurale a dû accomplir un effort assez lourd pour simplement maintenir son mode de vie; une bourgeoisie administrative s'est constituée dans les villes, en partie grâce à l'important effort de scolarisation de la dernière décennie, dont les citadins avaient été les principaux bénéficiaires; sans doute la réduction de l'inégalité devant l'école est-elle un objectif prioritaire pour le nouvel État, mais il rencontre dans ce domaine les difficultés habituelles : refus des maîtres qualifiés de quitter les villes, moindre rentabilité de l'enseignement en français dans des populations totalement arabo-phones, etc. Pour la population rurale, les canaux de la mobilité sociale resteront longtemps encore individuels, c'est-à-dire exceptionnels.

On peut expliquer partiellement le renforcement de cette marginalité économique et culturelle qui caractérise encore les deux tiers de la population algérienne par le rôle qu'a joué la paysannerie dans le mouvement national : comme dans la plupart des pays coloniaux, elle n'a pris aucune part à l'élaboration de l'idéologie nationaliste, ni à la constitution des partis politiques légalistes; là comme ailleurs, les villes ont été les seuls centres d'innovation politique. Mais les militants urbains qui, lassés des divisions et de l'impuissance des

partis nationalistes, montèrent au maquis pour organiser la guerre de libération, furent très surpris (12) de trouver ces paysans — présumés domestiqués par la culture traditionnelle, la misère et l'administration coloniale — beaucoup plus radicaux qu'eux-mêmes et prêts à l'insurrection immédiate. On a souvent parlé de révolution paysanne à propos de l'Algérie : cette qualification est exacte si l'on veut signifier que la révolution consistait à chasser hors du pays une minorité étrangère dominante, et que l'instrument de cette libération était une armée composée surtout de paysans, y compris dans ses cadres ; mais ce rôle militaire de la paysannerie n'a guère eu d'implications politiques décisives : l'élimination du seul leader favorable à la prépondérance des maquis sur la direction extérieure du front, l'impossibilité d'une défaite militaire française sur le terrain ont mis au premier plan les aspects diplomatiques de la lutte de libération, surtout à partir de la constitution d'un gouvernement provisoire et d'un état-major militaire à l'extérieur du pays. Bien qu'ils aient joué un rôle militaire essentiel, ce qui les différencie des paysans classiquement sous-développés, les paysans algériens n'ont eu aucun poids politique ni dans la constitution du mouvement national, ni dans la négociation avec l'État français, ni après la libération.

Depuis l'indépendance, l'État, qui est devenu la providence des citadins, est pour les paysans un intermédiaire obligé : il est presque l'unique employeur, occupant le dixième de la population rurale masculine ; l'unique source de revenus pour la catégorie la plus défavorisée, grâce aux pensions et à l'aide alimentaire ; enfin les actes essentiels de la vie économique (en particulier, l'émigration des travailleurs en Europe) dépendent de lui.

Ce qui provoque des insurrections, ce n'est pourtant pas la crainte d'être envahis par l'ordre citadin, mais la crainte de ne pas l'être assez ; ils ne regrettent pas que l'État soit devenu le protagoniste obligé de toute activité économique, mais plutôt qu'il ne soit pas le moteur universel de l'économie locale ; à leurs yeux il n'existe plus qu'un métier, celui de fonctionnaire — titre dont se parent tous les employés du secteur public —, le reste n'étant que passe-temps, cache-misère.

On comprend alors la signification générale des institutions traditionnelles pour les paysans parcellaires : elles sont la cohésion provisoire de ces marginaux majoritaires, qui leur permet de vivre en

(12) Éric J. Hobsbawm aurait été moins surpris que ces cadres citadins nourris de la tradition politique de la Révolution française ; cf. Éric J. Hobsbawm, *Primitive*

*Rebels* (Manchester, Manchester University Press, 1959) ; traduction française, *Les primitifs de la révolte dans l'Europe moderne* (Paris, Fayard, 1966).

attendant l'industrialisation : par exemple, la cojuration, c'est le mode de preuve dans un hameau qui ne dispose pas de juge; l'école coranique peut au moins enseigner la moralité à ceux qui n'auront pas de diplômes français, et donc pas d'emplois administratifs; et l'insurrection est un moyen parmi d'autres pour attirer à soi la sollicitude de l'administration, c'est-à-dire de la société industrielle, puisque l'État est le seul employeur qui compte. Alors apparaissent les raisons à la fois de l'existence et de la labilité de ces institutions, et l'on comprend comment la culture homogène qui était celle des tribus segmentaires de l'Algérie précoloniale a pu ainsi éclater sans jamais disparaître tout à fait — chacun des éclats, ou traits culturels observés aujourd'hui conservant une entière fonctionnalité, mais généralement différente de celle qu'aurait saisie un anthropologue du XIX<sup>e</sup> siècle; ces institutions sont fonction, pour chaque hameau (13), de sa relation avec la société industrielle.

Ainsi, selon les bandits sociaux, pour reprendre l'expression de Hobsbawm, certains hameaux des Aurès entrent en insurrection parce que l'administration locale bloque leurs ressources en limitant l'émigration, en détournant l'argent des pensions et les mandats des émigrés, en distribuant l'aide alimentaire aux amis et aux femmes faciles; car l'administration communale fourmille d'anciens collaborateurs objectifs ou subjectifs : elle emploie, par exemple, d'anciens militaires de l'armée française, y ayant appris la langue administrative, ou des jeunes gens à qui la collaboration de leurs pères a permis d'être scolarisés. Ces faits sont souvent exacts; mais il faut comprendre qu'ils expriment une vérité plus générale : de toutes les régions d'Algérie que leur situation rend propres à développer une insurrection, l'Aurès est sans doute la plus délaissée par l'économie moderne et, corrélativement, la plus éloignée du contrôle administratif; son éloignement de la capitale, son économie pastorale tournée vers le désert plutôt que vers les plaines littorales, son extrême pauvreté enfin, font que l'autorité coloniale ne s'était jamais souciée de la développer; c'est probablement ce qui en a fait le berceau de la guerre de libération. Mais l'indépendance ne lui a guère apporté d'amélioration : bien qu'inscrite au premier rang des régions sinistrées, l'Aurès a vu les crédits destinés à la reconstruction économique se diriger vers la Kabylie, dont l'opposition politique était incomparablement plus dangereuse pour le gouvernement; elle a souffert plus que les régions littorales du manque de cadres administratifs : incapable d'en fournir elle-même, incapable d'en attirer qui ne soient médiocres.

(13) Unité sociale de base pour les paysans parcellaires.

Si la raison de l'insurrection est à rechercher dans la relation des groupes locaux avec la société industrielle, ses formes, elles, sont traditionnelles : les bandits sociaux sont dénommés *mujahidin*, combattants de la foi ; les femmes tiennent en réserve des flacons pour parfumer leur chevelure, au cas où ils viendraient s'abriter dans leur foyer ; les jeunes gens (qui dans cette région sont sans travail, et donc sans femmes et sans statut) s'échappent de leur domicile pour les rejoindre ; et lorsqu'un *mujahid* arrive la nuit dans un hameau, il sait à quelle porte frapper : chez un membre de l'ancienne assemblée du village — *jemaa* — si elle a conservé une existence officieuse, en tout cas, chez un homme d'âge mûr, pratiquant les vertus traditionnelles, et donc nécessairement ancien combattant, ou père de combattant ; nécessairement aussi, économiquement marginal dans la société algérienne.

Le programme des bandits d'honneur est partiellement celui des Robin des Bois siciliens décrits par Hobsbawm : restaurer la justice, c'est-à-dire assassiner les anciens collaborateurs en place dans l'administration communale ; mais alors que les bandits siciliens veulent mettre des distances entre l'État et la société villageoise pour rester entre soi, les bandits aurésiens veulent attirer sur eux l'attention de l'État par le seul moyen dont ils disposent : à défaut d'élites politiques susceptibles de les représenter au gouvernement, ils exhibent leur courage et leur virilité afin que la société industrielle, qu'ils ont aidée à se libérer, leur fasse justice.

Si cette hypothèse est confirmée, on peut en tirer deux prédictions pour la société algérienne : a) tout régime politique qui remplit sa fonction d'entrepreneur — *i.e.* de dispensateur d'emplois — est légitimé par les paysans parcellaires, indépendamment de son orientation politique ; ce qui revient à dire qu'ils sont remarquablement apolitiques, malgré — ou à cause de — leur rôle militaire dans la guerre de libération, et seulement intéressés par la modernisation économique ; b) le traditionalisme des paysans n'est pas un obstacle à la modernisation, puisqu'il est provoqué par un excès de modernité relativement aux moyens dont ils disposent : on peut dès à présent observer que la scolarisation est très fortement valorisée dans les campagnes (14), et que la moindre occasion de développement local est avidement saisie par les paysans, sinon par l'administration municipale.

(14) En raison de son rôle essentiel dans les mécanismes de la promotion sociale — tout certifié d'études primaires étant un

fonctionnaire virtuel —, elle constitue un excellent prétexte pour des insurrections rurales.

## III

L'insurrection des paysans parcellaires dans les Aurès était due à la conjonction d'une intégration économique insuffisante et d'une intégration trop parfaite à l'idéologie de la société industrielle. Il s'agit de tout autre chose en Kabylie.

A l'origine, le mécontentement politique de la bourgeoisie urbaine, surtout algéroise — commerçants, dont les biens « mal acquis » ont été nationalisés; propriétaires terriens craignant une réforme agraire; fonctionnaires, mécontents de l'insécurité de leur statut et de l'austérité financière, culturellement frustrés par la défrancisation des méthodes administratives; intellectuels démocratistes, mal à leur aise dans le Parti unique; leaders syndicaux peu satisfaits de la mise au pas de leur organisation par le Parti, etc.

Ce mécontentement ne peut s'exprimer dans des formes politiques modernes (partis, groupes de pression) pour deux sortes de raisons, tenant au régime, et tenant à la société :

a) Comme il arrive fréquemment dans les nouveaux États, l'opposition, s'il y en a, ne dispose pas de moyens institutionnels pour agir, ou simplement s'exprimer, car l'exécutif ne connaît aucun contrôle; ni du Parlement, dont les oppositionnels ont été rapidement exclus, et qui a d'ailleurs cessé de se réunir depuis deux ans; ni du syndicat, périodiquement « restructuré », soit qu'on ait besoin de son autorité pour assurer la participation des travailleurs aux objectifs économiques du gouvernement, soit qu'on souhaite seulement sa soumission; ni même du Parti, qui est censé être le moteur de la décision politique : le Bureau politique constitue plutôt une prolifération des services du personnel de la fonction publique que le centre de la décision politique; dès la libération les jeunes diplômés des universités européennes n'ont d'ailleurs eu aucune hésitation quant à la répartition effective des responsabilités : ils se sont précipités vers les emplois administratifs, abandonnant ainsi les emplois politiques aux militants arabophones, inaptes à servir dans une administration de langue française. Ce qui explique partiellement la rigidité du Parti, sa méfiance et son hostilité à l'égard des hauts fonctionnaires qui, sans avoir nécessairement combattu pour l'indépendance, détiennent à la fois le savoir, le pouvoir et les postes les plus rémunérateurs. Et il est corrélativement impossible qu'une opposition politique s'organise dans le cadre de l'administration, tout fonctionnaire étant par définition mutable ou limogeable.

La décision revient donc au Président, mais il l'évite autant qu'il

se peut; une fois pris les décrets socialistes (15) dans une atmosphère d'ébriété idéologique (un quart de léninisme, trois quarts de philosophie des lumières), il gouverne le pays en nommant politique l'activité de l'administration; et, en ceci, le régime militaire n'a fait que confirmer les tendances du régime civil auquel il succède. Le problème qu'il tente de résoudre n'est pourtant pas celui qui se posait à l'autorité coloniale : politiser l'administration pour empêcher le développement d'une organisation politique (nationaliste); la situation serait plutôt inversée aujourd'hui : il s'agit, pour le nouvel État, de bureaucratiser la politique parce qu'il n'existe pas d'oppositions assez profondes dans la société pour donner naissance à des mouvements politiques.

b) En effet, son ambivalence politique et culturelle a déconsidéré la bourgeoisie urbaine avant même le déclenchement de la guerre de libération : elle a été trop longtemps partagée entre la revendication de l'assimilation à la société française dans les partis des « évolués » (16) et la revendication nationale au sein du mouvement religieux réformiste; le parti ouvrier est en proie à des divisions insurmontables lorsque quelques-uns de ses responsables, les « chefs historiques », le quittent pour organiser la clandestinité. Cette inorganisation des partis politiques tient, bien sûr, à l'attitude de l'administration française, qui est responsable du cantonnement du parti ouvrier et du syndicat dans les seules couches urbaines, et de la sur-représentation de la bourgeoisie européanisée parmi les élus des Assemblées métropolitaines.

Elle tient aussi, cependant, à la nature de la stratification sociale; en 1954, année du déclenchement de la guerre de libération, la population urbaine est très réduite (12 %); ce que l'on nomme habituellement bourgeoisie comprend moins de 2 % de la population : essentiellement une bourgeoisie foncière, le capitalisme industriel et même commercial étant pratiquement inexistant (17); l'élite intellectuelle est insignifiante : 5 % des individus actifs savent lire et écrire en arabe ou en français; les cadres supérieurs et moyens, les professions libérales occupent 0,6 % de la population. Les classes moyennes (4,3 %) comprennent les employés (0,5 %), les moyens et petits commerçants et artisans (3,8 %) dont un bon tiers sont en réalité des

(15) Portant sur la nationalisation et la mise en autogestion des entreprises agricoles et industrielles européennes.

(16) Le petit peuple d'Alger donne encore le sobriquet de *boulitique* à la caricature d'activité politique pratiquée par les élus algériens recommandés par l'adminis-

tration coloniale.

(17) 1 % des entreprises — européennes et algériennes ensemble — emploient plus de cinquante personnes; 9 % seulement des emplois commerciaux sont occupés par des salariés.

chômeurs déguisés. La classe ouvrière (31,5 %) est constituée en deux groupes : les salariés permanents de l'agriculture, et les ouvriers professionnels, d'une part (5 %), les saisonniers et journaliers agricoles (14,5 %) en réalité chômeurs ou paysans sous-employés, le plus souvent), les ouvriers spécialisés et manœuvres urbains (12 %), d'autre part. Mais on aperçoit aisément combien cette classe est hétérogène, car la situation des travailleurs agricoles est très différente de celle des ouvriers urbains; leurs salaires sont très bas, ils ne bénéficient pas des prestations sociales, ils ne sont pas syndiqués. Les paysans parcellaires constituent évidemment le groupe le plus nombreux (62,5 %) mais ils ne comptent pas politiquement. Enfin, la lutte des classes à l'intérieur de la société algérienne est à peu près impossible, car le salariat y reste exceptionnel; 2 % de la population est employée dans des entreprises autochtones, l'inégalité sociale est cependant fortement accusée — on l'a vu plus haut à propos de deux hameaux —, en particulier l'inégalité foncière : 5 % des exploitations (18) occupent 54 % de la superficie cultivable. Autrement dit, l'inégalité sociale est forte, mais elle ne suffit pas à engendrer des classes, car les possibilités d'exploitation économique restent réduites.

Dans une certaine mesure, les partis politiques réfléchissent les intérêts des différentes « classes » urbaines pendant la période coloniale, mais il sont incapables de sortir du cadre légal à eux fixé par l'administration française, ce qui contribuera fortement à déconsidérer le pluripartisme; ici se vérifie donc la thèse de P. Worsley (19) : après l'indépendance, le monolithisme de la vie politique exprime aussi l'indifférenciation de la société.

Ce mécontentement politique de la bourgeoisie urbaine, qui ne peut s'exprimer dans des formes politiques modernes, se concentre en Kabylie, dont la composition sociale est exceptionnellement diversifiée par rapport aux autres groupes ruraux d'Algérie. Il n'existe évidemment pas de statistique de la répartition des élites algériennes (politiques, économiques, intellectuelles, etc.) par groupe linguistique ou ethnique. On sait cependant que la Kabylie est la seule région rurale qui fournisse des élites à la nation et qu'une part notable du personnel politico-administratif, de la bourgeoisie industrielle et commerçante et des cadres intellectuels est d'origine kabyle. Le recensement de 1954 fournit tout de même quelques indications sur l'originalité de ce groupe : 18,3 % de la population résidant dans

(18) Dont 9 000 appartiennent à des Européens et 25 000 à des Algériens, chaque catégorie ethnique possédant à peu près

la même superficie.

(19) Peter WORSLEY, *The Third World* (London, Weidenfeld and Nicolson, 1964).

l'agglomération algéroise est née dans une commune kabyle; aucun autre groupe rural ne connaît une émigration aussi importante vers la capitale : l'arrondissement d'Aumale vient au second rang avec 9,3 % d'émigrés, mais sa population est nettement moins diversifiée, comme le montre le tableau suivant, qui compare la répartition de la population active par activités collectives dans les communes auxquelles cette étude fait allusion.

Commune	<i>Élevage et agriculture</i> %	<i>Commerce</i> %
Djurdjura (Kabylie) .....	68,0	12,0
Aumale.....	97,7	0,2
Aurès.....	95,4	0,2
Teniet el Haad (hameau X).....	97,3	0,3
Rhira (hameau Y).....	97,8	0,3

Enfin, l'arrondissement de Tizi-Ouzou (cœur de la Kabylie) est de tous les arrondissements ruraux envisagés celui qui compte le plus faible taux d'illettrés, ce taux étant très voisin de celui des grandes villes littorales.

Arrondissement	<i>Taux d'illettrés pour 1 000 habitants</i> <i>âgés de plus de six ans</i>
Tizi-Ouzou (Kabylie).....	807
Aumale .....	931
Batna (Aurès) .....	873
Orléansville (hameau X).....	946
Sétif (hameau Y).....	884

Cette composition sociale particulièrement différenciée a une conséquence intéressante : la Kabylie est en effet la seule région d'Algérie où des paysans frustrés soient en relations étroites avec des élites politiques urbaines.

Les agriculteurs kabyles, bien que disposant de ressources incomparablement supérieures à celles des autres paysans parcellaires, sont plus frustrés qu'eux parce qu'ils se réfèrent dans leurs jugements non pas au niveau de vie de ceux-ci, dont ils ignorent tout, mais à celui de leurs propres parents émigrés en ville; et cette déprivation

relative des paysans kabyles entraîne des conséquences politiques plus importantes que la déprivation « objective » des autres paysans algériens, car ceux-là sont liés à l'élite politique urbaine dont une part importante est issue de leur région et de leur catégorie sociale.

C'est du moins la version que donnent de leur conduite les *leaders* de l'insurrection, se glorifiant d'être assez conscients de leurs responsabilités sociales pour prendre la défense des paysans opprimés par l'administration, des veuves militaires contraintes à la prostitution, etc. — au risque de perdre les situations flatteuses et rémunératrices qu'ils occupent. Et il est vrai que les paysans mécontents des autres régions sous-développées ne disposent pas d'élites assez influentes, ni surtout proches d'eux, pour faire aboutir même un dossier de pension; ceci explique sans doute que les régions les plus démunies voient éclater des insurrections et des grèves « sauvages », dans lesquelles les agitateurs n'ont aucune perception objective de leurs chances d'obtenir satisfaction.

Dans le cas de la Kabylie, il faut toutefois se demander si une autre lecture de ce phénomène n'est pas possible, si la défense des paysans n'a pas été un simple prétexte pour les élites urbaines, dont les objectifs politiques dépassent le cadre régional (elles souhaitent, par exemple, infléchir la politique économique); ou encore faut-il dire seulement qu'en Kabylie les bourgeois sont solidaires de leurs paysans, comme le prétendent les *leaders* de l'insurrection, ou bien aussi l'inverse : que l'insurrection est efficace parce que les paysans sont solidaires de leurs propres bourgeois — qui constituent à la fois leur groupe de référence et le seul instrument dont ils disposent pour réaliser leurs objectifs locaux. Le mécontentement paysan n'est pas en soi dangereux pour la stabilité politique algérienne, comme le montre le cas des Aurès : là, les paysans réfléchissent sur l'insurrection kabyle et se disent qu'ils ont été absurdes d'attendre dans la discipline l'intervention économique de l'État : « Les Kabyles se sont soulevés, et à présent tout est pour eux »; naturellement, ils commettent un contre-sens sur les raisons de cette victoire : les paysans kabyles n'ont pas obtenu satisfaction parce qu'ils se sont soulevés, mais parce que des élites politiques les ont fait se soulever et ont encadré l'insurrection. Ne pas prêter attention au mécontentement paysan dans les Aurès, c'est, pour le gouvernement, voir naître quelques désordres sans lendemain, réglés par l'ascension d'un *leader* militaire local au Bureau politique du Parti; ne pas prêter attention au mécontentement de la bourgeoisie urbaine, c'est au contraire voir naître une insurrection rurale en Kabylie, qui compromet l'équilibre politique précisément parce qu'elle concerne d'abord les cadres politico-administratifs,

les intellectuels, les commerçants, etc. Les paysans kabyles sont alors le prétexte permanent de toute opposition — leur déprivation relative étant par définition impossible à satisfaire (20) —, son point d'honneur idéologique et sa masse de manœuvre; l'opposition, à son tour, est nécessairement le fait d'élites urbaines, qui longtemps encore seront majoritairement kabyles.

Enfin, les insurrections dangereuses pour la stabilité gouvernementale ne peuvent naître qu'en Kabylie : a) les autres élites urbaines n'ont pas de paysans à leur disposition : on l'a bien vu quand il s'est agi de défendre le Président menacé par un coup d'État militaire; bien qu'il se soit défini comme « le Président des paysans et des chômeurs », il a été arrêté sans que les ruraux protestent, et ses militants, y compris les responsables de la réforme agraire, se sont réfugiés dans les villes; b) les autres groupes primordiaux sont moins diversifiés (21), si bien qu'un gouvernement peut se permettre de les mécontenter sans danger; ils sont aussi nombreux, et moins proches de la capitale.

Il faut à présent nous interroger sur les raisons de cette relative réussite économique des Kabyles : pourquoi eux, et pourquoi eux seulement? La culture et l'organisation sociale traditionnelles ne sauraient être invoquées ici : elles ne sont nullement originales par rapport au reste de l'Algérie, sinon en ce qu'elles ont suscité la presque totalité des enquêtes ethnographiques françaises en Algérie — nous verrons bientôt pourquoi. L'explication de ce phénomène doit être plutôt recherchée dans les relations particulières de la société kabyle avec l'économie coloniale :

a) Avant la conquête française, les Kabyles ne se conçoivent pas comme un peuple, moins encore comme une nation, mais comme membres de tribus; ils se désignent eux-mêmes comme *Ait X*, opposés aux *Ait Y* : ils ont une tradition non pas étatique mais segmentaire (22), en quoi ils sont très semblables aux autres groupes tribaux du Maghreb. Le terme de « kabyle » est alors utilisé par les citadins, surtout algérois, pour définir une aire linguistique. Mais cette différenciation linguistique ne suffit pas, ni alors, ni aujourd'hui, à fonder une idéologie séparatiste : cette langue est secondaire (laïque, véhiculaire, non écrite)

(20) Quelque effort que fasse le gouvernement pour équiper la région en routes, hôpitaux, écoles, il restera toujours en deçà des attentes des paysans qui exigent de lui la réalisation en Kabylie d'une France idéalisée.

(21) Le Mزاب, par exemple, compte 20 % de commerçants dans sa population active, compte non tenu de ses émigrés dans le Nord; mais il est exclusivement

composé d'agriculteurs et de commerçants, alors que la Kabylie dispose aussi d'ouvriers, d'intellectuels, de fonctionnaires, etc.

(22) L'ethnographie du Maghreb doit beaucoup à la thèse de E. A. GELLNER, *The Role and Organisation of a Berber Zawiya* (Ph. D. University of London, 1961) pour l'utilisation du concept de segmentarité à propos de l'organisation sociale de cette région.

et n'interdit pas l'intégration des Kabyles à un ensemble culturel arabo-musulman. Si l'opposition kabyle est aujourd'hui hostile à l'arabisation de l'enseignement et de l'administration, c'est d'ailleurs parce qu'elle en refuse la défrancisation — le français étant la langue d'une société industrielle — et non parce qu'elle souhaiterait donner un statut d'égalité au kabyle. Cette langue reste pourtant très répandue : en 1954, 48 % des hommes et 69 % des femmes ne connaissaient qu'elle (23) il y a donc là, en principe, de quoi fonder l'existence d'un groupe primordial; et pourtant, l'opposition se construit sur d'autres bases : modernistes, bien que traditionalistes en apparence.

Enfin, l'éthique économique véhiculée par la culture kabyle ne favorise pas plus qu'ailleurs un comportement capitaliste; en 1830, cette société est aussi traditionnelle, au sens wébérien du terme, que les autres groupes ruraux : sa tradition commerçante, bien qu'ancienne, n'a pas réussi à l'urbaniser, au contraire; les émigrés d'une même famille travaillent en ville par roulement, n'ont de relations qu'avec des contribuables, et considèrent leur exil comme un purgatoire nécessaire — le paradis étant le hameau où ils ont laissé leur foyer, leurs terres et leur société. La fonction de l'émigration, depuis des siècles, est de conserver les structures tribales, et non de les dissoudre; et, pour le citadin d'Alger, le Kabyle est le type achevé du *rusticus* austère et infatigable, ne pensant qu'à retourner au pays pour honorer sa terre.

b) Au moment de la conquête (24), sa dissidence par rapport à l'État turc et son refus de s'intégrer à la résistance de l'émir Abd El-Kader font que la société tribale a été moins détruite par les opérations militaires françaises en Kabylie que dans les autres régions proches d'Alger (Mitidja, Titteri); elle semble n'avoir vu dans l'émir qu'un nouveau candidat au sultanat, et dans l'armée française qu'un type particulier de tribu, avec qui, ou contre qui, on pouvait combattre d'autres tribus segmentaires. Ceci explique peut-être que les Kabyles aient été les seuls indigènes à combattre militairement les Français tout en nouant des relations commerciales avec eux, au moment où les tribus soumises aux Turcs ou à l'émir refusaient le contact, où la population fuyait les villes; les seuls aussi à s'engager comme ouvriers agricoles chez les colons. Il faut voir là sans doute le fondement historique du stéréotype du Kabyle différent de l'Arabe (comme l'austérité diffère de la mollesse, le travail de la paresse, la rigueur de

(23) L'Aurès, seconde région berbérophone d'Algérie, compte 14 % d'hommes et 17,4 % de femmes parlant exclusivement le chaouïa en 1954.

(24) Je tire quelques-unes des indications

qui suivent de l'étude, moins mythologique que son titre ne pourrait le faire craindre, d'un administrateur rural en Kabylie, Jean MORIZOT, *L'Algérie kabylisée* (Paris, Peyronnet, 1962).

l'à-peu-près) — que de toutes façons l'idéologie coloniale exigeait. Les Kabyles ont donc été le premier de tous les groupes ruraux proches de la capitale (source de richesse, d'innovation économique et politique) à s'adapter à l'économie coloniale, précisément parce qu'ils étaient politiquement dissidents dans leur propre « nation ».

c) La politique coloniale est un facteur non négligeable, mais secondaire, dans la mesure où dès 1870 elle n'a plus été élaborée par des militaires, comme ce sera le cas au Maroc, mais par des colons avides de terres tribales. Il n'y a pas eu, en effet, de politique berbère en Algérie, c'est-à-dire d'exaltation des modes d'organisation et des valeurs berbères au détriment des valeurs modernistes — bien qu'il y ait d'importants noyaux berbères; en particulier il n'y a pas eu de législation spéciale pour les Kabyles, sauf en des points limités; et l'expérience d'administration indirecte des tribus par les officiers des Bureaux arabes s'est soldée par un retentissant échec politique en raison de la puissance du parti colon, qui a dominé la vie politique algérienne presque sans interruption de 1870 à 1958. Aussi l'idéologie coloniale en Algérie diffère-t-elle de celle qui s'est développée au Maroc exactement comme l'*ethos* des sociologues diffère de celui des ethnologues : au Maroc, les officiers des Affaires indigènes opposent constamment les tribus de l'intérieur — pays réel, dont les structures sociales sont gelées mais non détruites, la santé morale intacte — aux villes pourries, milieu artificiel où fourmillent des individus détribalisés et politiquement incontrôlables; en Algérie, les colons opposent les évolués des villes, dont les Kabyles sont le type le plus achevé, aux primitifs ingouvernables et inassimilables qui peuplent les campagnes, et dont heureusement les Européens sont venus mettre les terres en valeur. A partir de 1870, le caractère même de la politique algérienne, moins déterminée par la métropole que par une société coloniale largement autonome, ne se prêtait pas à l'exaltation mais au mépris de la société rurale traditionnelle; il faut voir là sans doute une raison du discrédit et de la médiocrité de l'administration locale en Algérie, les administrateurs militaires et avec eux, la politique tribaliste ayant succombé à l'hostilité des colons.

S'il n'y a pas eu de politique berbériste en Kabylie au même degré qu'au Maroc, il reste qu'il y a eu une politique scolaire des missions, et peut-être de l'État français, encouragés par le stéréotype du Kabyle, seule catégorie d'indigènes susceptible d'être assimilée aux valeurs économiques et politiques de la société industrielle : rationnel, travailleur et entreprenant comme un protestant; démocrate comme un Américain. Avant que l'enseignement public ne s'organise dans le reste de l'Algérie, la Kabylie bénéficie déjà d'écoles primaires et

secondaires organisées par les missionnaires, et d'une école publique destinée à former des instituteurs algériens. De 1891 à 1950, les Kabyles constituent la presque totalité des Algériens recrutés par l'École normale d'instituteurs d'Alger.

Ainsi, plusieurs décennies avant les autres régions rurales, la Kabylie a disposé d'élites intellectuelles et administratives; elle a bénéficié aussi d'une tradition d'émigration ouvrière et commerçante. L'importance de celle-ci apparaît à présent : étant avec les *Mzabi* les premiers commerçants indigènes, les Kabyles ont joué le rôle d'intermédiaires entre la production européenne et le marché algérien — rôle autrefois tenu par les Juifs, progressivement assimilés à la société française depuis 1870.

## CONCLUSION

1. On est ici en présence d'un type particulier de traditionalisme : celui d'une société sous-développée qui a été si fortement exposée aux idéaux et aux réalités économiques de la société industrielle qu'elle en a perdu son identité; ses institutions traditionnelles ne servent plus les fins qui ont présidé à leur création; elles sont désormais un moyen d'attirer à soi, ou d'attendre la modernisation.

2. Les éléments de la culture « traditionnelle » actuellement utilisés par les paysans ne sont pas une création *ex nihilo*, mais une réactivation de schèmes flottants de la culture antécoloniale : d'une part, il y a une certaine quantité d'éléments traditionnels ni tout à fait fonctionnels, ni tout à fait oubliés; d'autre part, il y a certaines situations (25) dans lesquelles cette pléthore d'éléments traditionnels peut être captée et utilisée dans les stratégies des différents groupes sociaux dans leur lutte pour la modernisation.

3. Cette situation reste exceptionnelle dans le Tiers Monde, mais en un sens, elle en préfigure l'avenir.

4. L'explication de ce phénomène a exigé la mobilisation de facteurs micro et macrosociologiques, diachroniques et synchroniques — l'enquête à l'un seulement de ces niveaux s'étant révélée décevante : si l'on se contente d'étudier des hameaux ou des villages on se trouve en présence de contradictions insurmontables, que ne suffit pas à

(25) J'en ai décrit les deux pôles : la frustration « objective » des paysans parcel- laires des Aurès, et la déprivation relative des paysans kabyles.

résoudre la seule référence à la décapitation de l'organisation politique : le changement au sommet entraîne en réalité des changements significatifs à la base. De même, l'analyse macrosociologique reste schématique en raison de l'incertitude quant à la réalité et à la nature des variables culturelles : quelle est la fonction de la tradition, que sont exactement la socialisation et l'intégration politique, etc. Dans cette perspective, des entreprises comme celle d'Almond et de Coleman (26) paraissent séduisantes, mais seulement comme pourrait l'être le mythe d'une science sociale qui saurait de quoi elle parle.

5. En principe, l'anthropologie ne peut être définie empiriquement par le type de faits — « traditionnels » — dont elle s'occupe. Mais il faut bien dire que pour l'étude des faits d'un autre ordre, comme ceux que nous envisageons ici, elle ne dispose pas d'un cadre conceptuel, ni de techniques permettant de considérer la société étudiée simultanément à l'échelle macro et microsociologique, en perspective synchronique et diachronique. Ce n'est pas que la sociologie, ni surtout la science politique contemporaines nous y aident beaucoup plus; mais l'approfondissement des concepts utilisés par les « *founding fathers* » — Weber, Tocqueville, et l'inévitable Marx — nous donne peut-être la notion de ce que pourrait être une telle science sociale. Le structural-fonctionnalisme n'est pas dépassé *en principe* par le développement des sociétés « sauvages » mais, proposant un cadre vide — une méthodologie générale sans l'ensemble des concepts et des techniques correspondants —, il nous est d'un piètre secours dans la situation concrète où nous nous trouvons aujourd'hui\*.

\* Les données utilisées dans cet article ont été recueillies en Algérie de 1962 à 1964; leur exploitation a été grandement facilitée par une bourse accordée au cours de l'année 1965 par la *Wenner-Gren Foundation for Anthropological Research*; qu'elle trouve ici l'expression de ma gratitude.

(26) Gabriel A. ALMOND et James S. COLEMAN (eds), *Developing Areas* (Princeton, Princeton University Press, 1960).